

Réfugiés : face au « réalisme », à « l'appel au peuple », quels principes ?

La présence de réfugiés, le fait que des gens essaient d'échapper à la mort, la guerre et la misère, qu'ils soient secourus ou abandonnés en mer, sur quoi tout cela nous interpelle-t-il ?

A quoi peut-on, doit-on tenter de répondre ?

1°) Actuellement, les tentatives de riposte aux politiques de rejet des étrangers sont essentiellement posées au travers des affirmations contradictoires suivantes :

- leur souhaiter « bienvenue » pour s'opposer à ceux qui manifestent leur refus d'hospitalité ;
- dire « ils ont une place ici » pour répondre à « il n'y a pas de place pour eux ici »
- « aidons-les » contre « nous avons déjà nos propres problèmes, notre misère, nos malheurs »

2°) On voit vite les limites d'un débat circonscrit autour de ces points, ne serait-ce que par les politiques qui sont déjà en place (lois et mesures de nombreux gouvernements) ou par les manifestations organisées contre les étrangers, qui vont toutes bien au-delà du refus de souhaiter « bienvenue », au-delà du simple refus de leur présence ici, sur le sol européen.

Pour exemple, des organisations politiques déjà au pouvoir ou qui cherchent à y accéder, annoncent clairement la couleur : leur mots d'ordre de campagnes et de manifestations sont : « *Nous ne sommes pas racistes, nous sommes réalistes* » (en Suède), ou : « *Nous sommes le peuple* » (en Allemagne).

3°) Qu'est-ce que ce « réalisme » ? Effectivement, les arguments avancés ne sont pas principalement racistes. Ils sont, nous disent-ils, basés sur la nécessité : il y aurait des gens trop différents, en trop pour certains, qui n'auraient pas leur place en Europe et qu'il faut donc refuser, refouler, enfermer, laisser mourir... Dire et penser « *il y a des gens en trop* », ce n'est plus seulement ne pas compter des gens au même titre que d'autres (comme les ouvriers sans-papiers qui vivent et travaillent ici et à qui on refuse de reconnaître leurs droits), c'est prescrire leur disparition nécessaire de l'espace européen.

4°) De même, que signifie cette affirmation « *nous sommes le peuple* », si ce n'est pour dire **qui n'en fait pas partie**, et se trouver ainsi légitime à décider qui peut vivre ici ou non, qui doit avoir des droits ou non.

5°) Dans la séquence actuelle, l'idée « *il y a des gens en trop , inutiles...* » va très bien avec la mise en place de nouveaux types d'Etats, les Etats sans peuple.

C'est peut-être pour cela que des gouvernements européens et des organisations militantes porteuses de guerre civiles entre les habitants peuvent se retrouver sur ce même terrain. La loi Macron/Collomb (contre les gens de nationalités étrangères et l'asile en France), tout comme les déclarations et mesures du gouvernement italien participe entièrement de soutenir cette idée, entretenue et alimenté par les petites phrases des ministres : « *la fête est finie* » du ministre de l'intérieur italien, ou le « *shopping de l'asile* » de la ministre Loiseau du gouvernement français, ou encore le « *benchmarking* » de Collomb.)

6°) Face à cette situation, s'agit-il principalement de répondre à des besoins quotidiens, vitaux des réfugiés dans le cadre d'un humanisme renouvelé ?

Peut-on prendre position au côté des réfugiés dans la durée sans s'interroger sur quel type de pays, d'Europe se met en place, ou plus exactement sans affirmer dans quelle France, quelle Europe nous voulons vivre ? Pays de tensions incessantes, de guerres menées contre des parties de la population : une fois les réfugiés, une autre fois les chômeurs, les pauvres, les habitants de banlieues etc... Ou pays d'égalité, de prise en compte de chacun, et d'entente entre des gens différents ?

Débattons-en ensemble le Mardi 2 Octobre, à 18h30

PETITE SALLE ESCOUSSIÈRES ARNAUD BERNARD

3 rue Escoussières Arnaud Bernard, Métro Capitole ou Jean-Jaurès

Dans le cadre des « Rencontres pour penser l'aujourd'hui »